



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé de
l'environnement

Récépissé de dépôt d'un formulaire de demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé un formulaire de demande d'examen au cas par cas de la nécessité de réaliser une étude d'impact de votre projet.

Le délai d'instruction de votre dossier est de TRENTE CINQ JOURS. Ce délai court à compter de la complétude de votre dossier, soit QUINZE JOURS à compter de la réception du formulaire, SAUF SI l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement vous demande dans ce délai de :

- de remplir la ou les cases du formulaire qui ne l'auraient pas été ;
- de transmettre la ou les annexes obligatoires manquantes.

A l'expiration du délai de TRENTE CINQ JOURS courant à compter de la complétude du formulaire, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement doit rendre une décision vous informant de la nécessité ou non de réaliser une étude d'impact.

Si aucune décision n'était rendue à l'issue de ce délai, cette absence de réponse vaudrait obligation pour vous de réaliser une étude d'impact.

Cette décision, ou une mention de l'absence de décision, est mise en ligne sur son site internet.

Elle figure dans le dossier d'enquête publique ou de procédure de mise à disposition du public.

*(à remplir par l'autorité administrative de l'Etat compétente
en matière d'environnement)*

*Cachet de l'autorité administrative de l'Etat compétente
en matière d'environnement :*

Le projet ayant fait l'objet d'une demande d'examen au cas
par cas n°. a été déposé
auprès de l'autorité administrative de l'Etat compétente en
matière d'environnement le __ / __ / ____.

Délais et voies de recours

La décision d'examen au cas par cas peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

En cas de décision implicite valant obligation de réaliser une étude d'impact, le destinataire de la décision doit, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, former un recours administratif préalable auprès de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement qui a pris la décision.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé
de l'environnement

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact

Article R. 122-3 du code de l'environnement



N° 14734*01

Ce formulaire n'est pas applicable aux installations classées pour la protection
de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité administrative de l'Etat compétente en
matière d'environnement

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'administration

Date de réception :

22 août 2012

Dossier complet le :

22 août 2012

N° d'enregistrement :

F08212P0100

1. Intitulé du projet

Projet d'agrandissement de la route d'Odier sur les communes de Megève et Demi-Quartier

2. Identification du maître d'ouvrage ou du pétitionnaire

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

COMMUNE DE MEGEVE / COMMUNE DE DEMI-QUARTIER

Nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter la personne morale GROSSET-JANIN Sylviane - Maire de MEGEVE
GROSSET-JANIN Bernard - Maire de Demi-Quartier

RCS / SIRET 217 400 993 000 10

Forme juridique COMMUNE

Joignez à votre demande le document CERFA n° 14734*01

3. Rubrique(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de rubrique et sous rubrique	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la rubrique
6°d	Agrandissement de la route d'Odier sur un linéaire de 780 mètres

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1

4.1 Nature du projet

Elargissement de la route d'Odier sur 2 sections : section 1 (entre la RD 1212 et le chemin des Ânes) : élargissement (voie de 5.25 m et trottoir d' 1.5 m) et section 2 (entre le chemin des Ânes et le chemin d'Arbon) : élargissement (voie de 5.25 m et trottoir de 2.00 m) + création de 2 plateaux ralentisseurs : Odier / Chemin des Ânes et Odier / Arbon / Vauvrey .

4.2 Objectifs du projet

Favoriser et sécuriser le cheminement des piétons le long de la voie existante.

Limiter le trafic en transit (actuellement shunt à la RD 1212).

Limiter la vitesse de circulation et améliorer la visibilité aux carrefours.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase de réalisation

Le linéaire élargi est de l'ordre de 780 ml. Les travaux peuvent se décomposer en 3 phases. La première phase constituera en la réfection des réseaux humides puis la mise en œuvre de la structure de chaussée (terrassement – génie-civil). Enfin, la 3^{ème} phase permettra de réaliser les enrobés, et les aménagements qualitatifs du projet. La période de travaux nécessaire au projet est d'environ 7 mois (dont un mois de préparation de chantier). Ce délai pourra être optimisé en fonction des possibilités d'avancement des travaux en route barrées (conservation de la desserte riveraine, déviation via route du Palais des Sports et via chemin d'Arbon). Afin d'impacter à minima l'environnement et les habitants, les accès au chantier se feront depuis la RD 1212 –

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

000° véhicules/jour sur la section 2). Un trottoir implanté en rive Ouest de la voie viendra sécuriser les cheminements piétons sur tout le linéaire. Deux plateaux ralentisseurs viendront réduire la vitesse des véhicules et sécuriser les traversées piétonnes et les arrêts de bus.

4.4.1 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Déclaration d'utilité publique

4.4.2 Précisez ici pour quelle procédure d'autorisation ce formulaire est rempli

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale (assiette) de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur
Longueur totale du tronçon de route à aménager	780 m
Largeur de la voie	5,25 m
Largeur du trottoir (section 1)	1,25 m
Largeur du trottoir (section 2)	2.00 m

4.6 Localisation du projet

Adresse Coordonnées géographiques¹

Long. 06°37'50,7'E Lat. 45°51'46.3N

Route d'Odier 74120 Megève

Pour les rubriques 5° a), 6° b) et d), 8°, 10°, 18°, 28° a) et b), 32° ; 41° et 42° :

Point de départ : Long. 06°37 '50,0' E Lat. 45°51'59,5' E _ _

Point d'arrivée : Long.: 06°37 '25,4' Lat. _ E 45°52'24,5' N

Communes traversées :
Megève et Demi-Quartier

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui



Non



4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une étude d'impact ?

Oui



Non



4.7.2 Si oui, à quelle date a-t-il été autorisé ?

4.8 Le projet s'inscrit-il dans un programme de

travaux ?

Oui



Non



Si oui, de quels projets se compose le programme ?

Le projet d'agrandissement de la route d'Odier nécessite une reprise complète de la structure de chaussée. Ainsi, la réfection des réseaux humides existants sous la chaussée est intégrée au projet et ce pour mutualiser les travaux et diminuer les couts d'intervention. Ainsi, les réseaux d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales seront rénovés pendant les travaux d'aménagement de la route d'Odier.

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

5.1 Occupation des sols

Quel est l'usage actuel des sols sur le lieu de votre projet ?

Voie existante (largeur < à 5.50m), Délaissé de bord de route, prairie, bordure de jardins et de cours particulières

Existe-t-il un ou plusieurs documents d'urbanisme (ensemble des documents d'urbanisme concernés) réglementant l'occupation des sols sur le lieu/tracé de votre projet ?

Oui



Non



Si oui, intitulé et date d'approbation :
Précisez le ou le
règlements applicables à la zone du
projet ?

Demi-Quartier : P.O.S approuvé le 23/03/93 (Dernière
modification le 04/08/2011)

Megève : P.O.S approuvé (Dernière modification le 14/07/2005)

Zonage Uc (Megève) et Ub (Demi-Quartier): zones à vocation
résidentielle

Pour les rubriques 33° à 37°, le ou les documents ont-ils fait l'objet d'une évaluation
environnementale ?

Oui

☐

Non

☐

5.2 Enjeux environnementaux dans la zone d'implantation envisagée :

Complétez le tableau suivant, par tous moyens utiles, notamment à partir des informations disponibles sur le site internet
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/etude-impact>

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ou couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF de type II n°74301 nommée « Ensemble des zones humides des environs de Combloux et Megève » Pas de zone humide recensée au niveau du projet (Dernier inventaire ASTERS 2011)
en zone de montagne ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (régionale ou nationale) ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ou une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou par un plan de prévention des risques technologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PPR concerne les risques naturels prévisibles. Il est prescrit. Le périmètre du projet est en zone à risques nuls
si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées existent sous la chaussée existante. Ils seront repris dans le cadre du projet.
dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
dans un site inscrit ou classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
d'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
d'un monument historique ou d'un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Domaines de l'environnement :		Oui	No n	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet reprend le profil de l'existant en l'adaptant. Il veillera à se tenir au plus près du Terrain Naturel pour limiter au maximum la création de déblais-remblais.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Absence d'habitat naturel terrestre d'intérêt communautaire (inventaire AGRESTIS mai 2012) Absence d'espèce animale et végétale protégée (inventaire AGRESTIS mai 2012) Absence de zones nodales ou de corridor écologique sur la zone. Absence d'impact sur la ripisylve du torrent d'Arbon, principal habitat servant au déplacement de la faune. Diminution du dérangement de la faune par réduction du bruit. Diminution de la mortalité par collision du fait de la réduction de la vitesse des véhicules.
	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas d'impact sur les habitats et les espèces patrimoniales de la ZNIEFF de type II « Ensemble des zones humides des environs de Combloux et de Megève »
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Risques et nuisances	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Commodités de voisinage	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Amélioration de l'ambiance sonore, conséquence de la réduction de la vitesse des véhicules
	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les carrefours aménagés dans le cadre du projet disposeront d'un éclairage (sécurisation des carrefours). Les aménagements veilleront à éclairer « juste » en limitant l'éclairage à la voirie et aux trottoirs afin réduire au minimum la pollution lumineuse pour les riverains et la faune.
	Engendre-t-il des rejets polluants dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Amélioration de la qualité de l'air par réduction de la vitesse des véhicules légers et aménagements des espaces dédiés au déplacement piéton.
	Engendre-t-il des rejets hydrauliques ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet imperméabilise une plateforme plus large que la plateforme de la chaussée actuelle (passage d'une largeur de 5.50m à une largeur de 7.25m). Les eaux de surfaces imperméabilisées seront collectées et renvoyées dans le réseau d'eaux pluviales existant sous la chaussée. Ainsi, il n'y a pas de « rejet hydrauliques » non canalisés.
Pollutions	Engendre-t-il la production d'effluents ou de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Patrimoine / Cadre de vie / Population	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme / aménagements) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Circulation automobiles moins aisée (largeur de voie plus étroite, plateaux ralentisseurs aux carrefours). Cheminement piétons sécurisés sur l'ensemble du projet. Accès riverains maintenus. Qualité urbaine de la rue améliorée.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets connus ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une étude d'impact ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

De par sa nature, sa faible emprise et sa localisation dans une zone déjà très urbanisée (zone à vocation résidentielle), le projet n'engendre pas d'impact sur la biodiversité (faune, flore, habitat naturels, continuités écologiques). De plus, aucune espèce végétale et/ou animale patrimoniale, protégées ou d'intérêt communautaire n'est présente sur la zone d'emprise du projet (inventaire AGRESTIS de mai 2012)

L'aménagement de la route d'Odier aura un impact positif sur la qualité de l'air, le bruit et la circulation des véhicules. Il est également susceptible de réduire les risques de collision avec la faune ainsi que son dérangement.

Au point de vue de la gestion des eaux de ruissellement, ce projet intègre la canalisation et le rejet des eaux de surfaces vers le réseau d'eaux pluviales existant.

Au point de vue du paysage, l'espace immédiat à la route d'Odier est globalement fermé par les haies et bâtiments riverains. Les aménagements proposés dégageront un espace de 2.00m en rive de chaussée. Pour les automobilistes comme pour les piétons, ces « cloisons » riveraines n'en seront qu'éloignées. L'effet « couloir » de la route d'Odier sera atténué. Globalement, le paysage d'aujourd'hui, ne sera pas modifié de manière significative.

8.1 Annexes obligatoires

Objet

<input checked="" type="checkbox"/>	Un plan de situation 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;
<input checked="" type="checkbox"/>	Des photographies datées (2 ans maximum) de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des différentes prises de vue ;
<input checked="" type="checkbox"/>	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux rubriques 5° a), 6° b) et d), 8°, 10°, 18°, 28° a) et b), 32°, 41° et 42° un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;
<input type="checkbox"/>	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux rubriques 5° a), 6° b) et d), 8°, 10°, 18°, 28° a) et b), 32°, 41° et 42° : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
Carte de zonage P.O.S

Carte des zones réglementaires, d'inventaires et des continuités écologiques

Carte des habitats naturels

V. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à

MEGEVE

le,

21/08/2012

Signature

